economiesuisse

Augmentation massive du prix de l'électricité - que faire?

La hausse des prix de l'électricité touche durement les particuliers et les entreprises. Les médias parlent d'une véritable "explosion des prix de l'électricité". Pour des entreprises auparavant en bonne santé, la production peut soudainement devenir non rentable, surtout pour les entreprises à forte consommation d'énergie. Les ménages subissent également une charge supplémentaire importante, même s'il existe une certaine protection grâce à l'approvisionnement de base. Néanmoins, les personnes à faibles revenus peuvent, dans le pire des cas, tomber dans la pauvreté énergétique. La situation est grave.

Des voix s'élèvent pour réclamer des mesures de soutien de l'Etat, mais celles-ci comportent toujours des risques considérables. Les signaux de prix sont fondamentaux pour le fonctionnement d'un marché libre et doivent être perçus (en dehors de l'approvisionnement de base). Les expériences de la crise pétrolière du siècle dernier ont en outre montré que les interventions peuvent avoir des effets négatifs à long terme. La politique climatique doit également être prise en compte : des prix élevés incitent par exemple à améliorer l'efficacité énergétique. L'atténuation des prix élevés de l'énergie peut être politiquement séduisante, mais elle est délicate.

Dans cette situation, l'économie propose sept mesures équilibrées pour, d'une part, faire face aux conséquences les plus graves de la crise énergétique et, d'autre part, éviter des effets pervers. La situation évolue toutefois en permanence et la situation de risque peut changer rapidement (par exemple en cas d'une

éventuelle "guerre des subventions", analogue à une guerre des devises). Une réévaluation continue et une adaptation flexible des mesures s'imposent.

Préparation à la pénurie

1) Appel aux propriétaires publics dans le domaine de l'électricité : tenir suffisamment compte de l'intérêt public. Une grande partie du marché de l'électricité en Suisse est en mains publiques - de la production à la distribution. L'explosion des prix à la consommation dans le domaine de l'électricité comporte des risques importants pour l'économie nationale. L'économie appelle les propriétaires publics à prendre en compte les intérêts publics de manière globale et à reconsidérer par exemple les attentes en matière de rendement des réseaux.

2) Campagne de solidarité : les acteurs politiques, la société et l'économie doivent s'unir pour faire face à la situation de pénurie potentielle. Ainsi, la campagne actuelle de la Confédération est totalement soutenue par l'économie. Il s'agit d'une situation exceptionnelle dans laquelle tout le monde doit tirer à la même corde. L'heure n'est pas aux revendications maximalistes ni à l'idéologie.

Mesures en cas de pénurie

3) Accès au chômage partiel pour les entreprises, par analogie avec le COVID. On peut d'ores et déjà s'attendre à ce que certaines entreprises suspendent leur production en raison de la hausse rapide des prix de l'énergie. L'accès à des mesures de politique conjoncturelle éprouvées, comme le chômage partiel, est essentiel pour assurer la survie d'entreprises auparavant saines (comme pour COVID).

4) Crédits transitoires analogues aux crédits COVID. Pour les entreprises confrontées à des problèmes de liquidités en raison de la hausse des prix de l'énergie, l'accès à des aides de trésorerie sous forme de crédits transitoire est essentiel (comme pour COVID). Les paiements à fonds perdus ne sont pas judicieux à l'heure actuelle sur le plan macroéconomique.

5) Suivre la situation internationale de manière proactive. L'économie demande de la retenue par rapport aux interventions de l'Etat. Cependant, les mesures prises à l'étranger ont des conséquences importantes pour la place industrielle suisse. L'économie souhaite que la Confédération suive de manière proactive les mesures prises à l'étranger et leurs répercussions sur la place industrielle suisse et, le cas échéant et avec beaucoup de modération, qu'elle prenne des mesures - à l'instar de la politique monétaire de la BNS.

6) Soutien aux particuliers en cas de difficultés. Pour de nombreux ménages, les augmentations des prix de l'énergie sont douloureuses, mais supportables. En effet, pour un ménage moyen, les coûts énergétiques ne représentent qu'environ 5% des dépenses. Dans certains cas de rigueur, les surcoûts feront toutefois basculer les ménages dans la pauvreté énergétique. Dans de tels cas, l'économie sociale de marché impose que les ménages concernés soient soutenus dans le cadre de l'aide sociale. Un subventionnement généralisé des prix de l'énergie doit toutefois être rejeté.

Mesures à prendre en cas de manque

7) Créer des conditions-cadres et de la flexibilité afin de minimiser les effets d'une situation de pénurie. En cas de pénurie, il faut tout faire pour que les conséquences restent les plus faibles possibles pour les entreprises. Pour cela, la flexibilité et l'incitation à s'aider soi-même sont essentielles. Cela implique notamment de supprimer les obstacles réglementaires (par exemple, permettre des solutions multisites sur la plateforme mangellage.ch, que l'économie a mise en place pour minimiser les dommages d'un éventuel contingentement), de constituer une réserve d'énergie virtuelle et de donner la priorité aux instruments d'économie de marché si la crise se concrétise.